

Alliance Sahel –Assemblée Générale – Ndjaména 15 février 2021

Side-event « Dialogue avec le secteur privé Sahélien »

Conclusions et recommandations

*Le Sahel est une région dynamique, avec une population jeune et entreprenante, qui dispose d'un potentiel d'opportunités considérable à la condition que la compétitivité des acteurs économiques soit renforcée, et que l'investissement privé soit soutenu par les institutions publiques, se diversifie et se déploie sur les territoires, au plus proche des populations. C'est pourquoi l'Alliance Sahel est résolue à mieux appuyer le secteur privé au Sahel, en coopération avec les partenaires sahéliens sur le terrain.*

*Dans le cadre du groupe de travail secteur privé de l'Alliance Sahel, nous, membres de l'Alliance et partenaires des pays du G5, soulignons la nécessité d'orienter et renforcer nos actions dans les axes suivants :*

- 1. Soutien à la formation, à l'entrepreneuriat, et à la création d'activités génératrices de revenus**, en particulier dans les zones rurales et les zones prioritaires de l'espace du G5 Sahel. Nous recommandons de renforcer l'engagement en faveur de formations techniques et de développement des compétences professionnelles adaptées aux exigences du marché sahélien et à ses débouchés. Un dialogue structuré entre le secteur public et le secteur privé est crucial pour optimiser les ressources et favoriser la création d'emplois décents et durables.

Nous soulignons l'importance de renforcer l'information sur les outils financiers et la formation pour leur déploiement. Certains outils de financement existent mais les bénéficiaires sont généralement peu informés de leur existence ou n'ont pas les connaissances financières nécessaires à leur utilisation. Priorité doit être portée afin de mieux informer les jeunes, en amont, quant aux formations possibles et aux stages à effectuer dès le lycée dans des entreprises. Ceci aiderait à l'orientation vers des diplômes et qualifications recherchés par le secteur privé.

Nous appuyons l'intégration des *soft skills* et des réseaux sociaux pour créer des opportunités de mise en pratique au sein d'entreprises pour les étudiants ou élèves. La visibilité offerte par les réseaux sociaux pour valoriser des initiatives, mettant en avant les diversités de parcours, et réussites de jeunes permet de faciliter l'information et l'engouement des jeunes sans emploi vis-à-vis des propositions d'entrepreneuriat.

Nous rappelons l'importance de **soutenir la structuration des secteurs et chaînes de valeur prioritaires, notamment dans l'agriculture et l'élevage**. Ceci pour renforcer les politiques sectorielles afin de permettre la dynamisation de ces secteurs et l'investissement privé depuis les petites entreprises jusqu'à l'agro-industrie, et améliorer les écosystèmes nationaux afin de rendre l'entrepreneuriat plus attractif et plus facile (guichets uniques, formalités allégées, fiscalité allégée, accès aux fonds d'amorçage, coaching et mentoring, formation continue).

Nous appuyons le développement et renforcement de programmes visant la **promotion de systèmes financiers numériques** afin de participer au désenclavement des zones prioritaires, rurales, plus vulnérables et moins accessibles.

- 2. Les défis de l'accès au financement**

Nous soulignons l'importance de la formalisation du secteur privé informel pour d'une part, élargir l'assiette fiscale afin de soulager les entreprises du secteur formalisé, et d'autre part accroître l'accès aux services financiers (banques traditionnelles et impact funds) ainsi qu'à d'autres services d'appui. **Nous appelons les gouvernements du G5 Sahel à renforcer les mesures de soutien à la formalisation des entreprises à travers**

**notamment des mesures d'accompagnement fiscal.** Le développement d'outils digitaux ouvre également de nombreuses perspectives en faveur du développement du secteur formel.

Afin de palier au problème des taux d'intérêt élevés proposés par les banques et les organismes de microfinance aux jeunes entrepreneurs et aux projets jugés risqués, et afin de les minorer, **nous recommandons le développement d'outils de partage de risque et d'absorption des risques élevés** (avec par exemple des garanties spécifiques sur les investissements sahétiens de fonds panafricains). Les Etats, avec le soutien des bailleurs peuvent accélérer les investissements dans les secteurs souhaités en utilisant des outils financiers incitatifs. Le secteur privé en Afrique souffre d'un manque d'entreprises de taille intermédiaire (PME et ETI). De surcroît, il existe un véritable « missing middle » dans le financement de ces entreprises. Ce manque est particulièrement sensible dans les zones les plus fragiles, et ce constat est formulé également pour la région du Sahel.

Nous réitérons notre soutien afin d'accroître l'émergence de fonds d'investissement nationaux et leur visibilité, **développer des fonds de garanties nationaux et régionaux** (au niveau du Sahel) qui soient accessibles au plus grand nombre d'entreprises sans distinction de taille. Cela permettrait le développement de l'investissement en fonds propres adaptés au contexte sahélien avec une attention particulière portée aux entreprises formelles de petite taille qui ne sont en général pas ou peu couvertes par les banques de développement ou les banques locales.

### 3. Le Sahel transformateur

Nous encourageons une stratégie de transformation audacieuse pour le développement de chaînes de valeur résistantes et compétitives pour une production et une consommation durable. Cette stratégie de transformation pourrait être basée sur le développement de chaînes de valeur prioritaires, certaines étant des agro-industries sélectionnées, d'autres des chaînes de valeur manufacturières. La réalisation de cette stratégie de transformation nécessitera une convergence bien orchestrée entre les investissements publics, les investissements privés, la coopération avec les institutions financières internationales ou de développement (IFI/DFI) et les partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux.

Le numérique transforme les modes de production et les conditions de travail ce qui favorise la croissance et l'emploi. Nous nous engageons sur les priorités **d'un agenda digital pour la région du Sahel** : le numérique favorise l'inclusion sociale des personnes fragilisées ou vulnérables. Ceci alors que le taux d'accès aux nouvelles technologies reste insuffisant dans les pays du Sahel en comparaison au reste de l'Afrique subsaharienne.

Durant la pandémie de COVID-19, le numérique s'est révélé être un outil essentiel pour mettre en place des solutions résilientes et inclusives. Les investissements dans les technologies numériques qui apportent des solutions immédiates à la pandémie permettront également de renforcer la résilience économique à moyen et à long terme. Cela supposerait également de :

- Développer les e-services privés comme le mobile money ainsi que les e-service de santé, d'éducation et e-services publics
- Développer des programmes de communication et de sensibilisation à l'internet
- Développer l'usages des solutions numériques pour les populations les plus vulnérables

Nous soutenons le renforcement des capacités institutionnelles locales, nationales et régionales capables de créer un environnement favorable à un développement industriel inclusif et durable. Nous encourageons la création et le maintien d'un cadre juridique et réglementaire propice à la croissance et à la prospérité des entreprises, et particulièrement des PME. Ainsi, nous recommandons que le soutien au secteur privé soit mené sur trois fronts : économie compétitive, environnement sain, et emploi productif. Nous soutenons la mise en

réseaux des PME au travers de groupements d'entreprises afin de réaliser des économies d'échelle, mieux saisir les opportunités, et ainsi accélérer l'intégration des marchés (ZLECAF).

Nous appelons au renforcement des infrastructures matérielles, techniques, et technologiques notamment un meilleur accès aux énergies propres pour les activités productives. Nous reconnaissons l'opportunité que représente l'écosystème numérique et les innovations qui émergent du continent en tant que leviers accélérateurs de croissance économique et de sécurité.

#### **4. Conclusions :**

*Pour conclure : il est nécessaire de mener des actions de soutien au secteur privé sur l'ensemble des axes évoqués – la formation, l'accès aux financements, et la transformation numérique – et plus particulièrement vis-à-vis des femmes et des jeunes. Par le poids des investissements qu'elles initient et la valeur ajoutée qu'elles créent, les entreprises privées méritent d'être davantage parties prenantes aux politiques publiques d'appui au secteur privé et reconnues comme des acteurs à part entière de leur mise en œuvre.*

*Nous soulignons l'importance de la présence et de l'engagement des gouvernements du G5 Sahel afin de mettre en œuvre des stratégies de soutien à l'entrepreneuriat, au développement de réformes industrielles et numériques, et des politiques incitatives en matière de formations techniques, de fiscalité et d'infrastructures.*

*Il est essentiel que nous mettions en place ces recommandations à travers une approche intégrée et que nous renforçons l'ensemble de nos échanges entre le secteur privé et les gouvernements partenaires dans le cadre de dialogues politiques structurés. Nous sommes conscients que certaines de ces recommandations sont déjà identifiées, reconnues et cernées par les interlocuteurs sur le terrain, elles requièrent de porter encore davantage d'efforts conjoints pour récolter les résultats de leur mise en œuvre et ainsi répondre de manière plus cohérente et efficace aux attentes légitimes et aux besoins urgents des populations sahéliennes.*